



بتمويل من
الاتحاد الأوروبي
Financé par
l'Union européenne



TERMES DE REFERENCE

REFERENCE : DA-NOO-00131

RÉALISATION D'UNE ETUDE DES CHAÎNES DE VALEUR EXISTANTES ET POTENTIELLES, DES CRENEAUX PORTEURS D'EMPLOI ET DES BESOINS EN ENTREPRENARIAT DANS LA WILAYA DU HODH ECH CHARGUI, EN MAURITANIE

Mai 2025



Save the Children



العمل
فد الجوع

ACTION
CONTRE
LA FAÏM

1



Terre des hommes

Aide à l'enfance.



وكالة تشغيل
AGENCE TECHGHIL



INFORMATIONS GENERALES	
Intitulé du programme	« Tawafoug » (Entente)
Durée de mise en œuvre du programme	36 mois
Baillleurs	Union Européenne
Organisation(s) de mise en œuvre du programme	Action contre la Faim (ACF), Fundación Save the Children España (SCE) et Terre des hommes - Lausanne (Tdh-L)
Couverture géographique	Pays : Mauritanie Wilaya : Hodh Ech Chargui (HeC)
Commanditaire de l'étude	Action contre la Faim (ACF)
Gestionnaires de l'étude	Département Inclusion Socio-Economique Département MEAL

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1. A propos d'Action contre la Faim

Action contre la Faim (ACF) est une ONG qui lutte contre la faim dans le monde. Sa mission est de sauver des vies en éliminant la faim par la prévention, la détection et le traitement de la sous-nutrition, pendant et après les situations d'urgence liées aux conflits et aux catastrophes naturelles.

ACF intervient depuis 2007 en Mauritanie et précisément dans les wilayas de Nouakchott, du Gorgol, du Guidimakha et du Hodh Ech Chargui, où sont notamment menés plusieurs projets d'inclusion socio-économique au profit des populations vulnérables.

2. Présentation du contexte

La région du Hodh ech Chargui (HeC) est une wilaya de la Mauritanie, située dans le sud-est du pays et frontalière avec le Mali. Elle fait l'objet d'une attention particulière depuis 2012 en raison de l'afflux important de populations réfugiées maliennes, notamment dans la moughataa de Bassikounou. Cette situation s'est fortement aggravée en 2023, en lien avec le contexte d'instabilité politique et sécuritaire au Mali.

Au 31 janvier 2024, le HCR enregistre 104 658 réfugiés maliens dans le HeC (dont 92,291 dans la moughataa de Bassikounou). Environ 82 000 réfugiés ne sont pas enregistrés (dont 71 000 hors camp), la plupart d'entre eux étant en situation de besoin humanitaire. En 2023, la Mauritanie a fait face à un fort accroissement du nombre de réfugiés : l'état des lieux du HCR de mars 2024 fait état de l'arrivée de 55 000 nouvelles personnes en 2023 (dont 8 000 retournés mauritaniens), 32 000 enfants et 29 000 femmes et filles. A ceci s'ajoutent





بتمويل من
الاتحاد الأوروبي
Financé par
l'Union européenne



d'importants besoins pour les populations mauritaniennes d'accueil, populations qui étaient déjà très précaires avant l'arrivée des réfugiés.

Le HeC était déjà marqué par une forte vulnérabilité aux chocs, avec des niveaux très élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, un enclavement important, et un déficit de services et d'infrastructures de base. Avant l'arrivée des réfugiés, les populations locales subissaient déjà le difficile accès et les défaillances de ces services de base : eau, hygiène et assainissement (EHA), santé, éducation, protection, etc. La présence de populations réfugiées (vivant très souvent au sein des communautés hôtes) et les arrivées régulières en provenance du Mali viennent compliquer cet accès, déjà précaire, et engendrer des pressions importantes sur les ressources naturelles et les services de base. La majorité des acteurs et des services sont concentrés dans la moughataa de Bassikounou, au niveau du camp de M'Bera, camp qui a atteint son niveau de saturation.

En outre, on constate une réduction des moyens de subsistance et une augmentation de la vulnérabilité socio-économique des ménages hôtes (stocks alimentaires, marché du travail), déjà structurellement fragiles, et qui voient leur vulnérabilité s'accroître du fait de l'assistance qu'ils apportent (nourriture, eau, abris) aux nouveaux venus. En parallèle, les populations réfugiées sont dans une situation de vulnérabilité extrême après avoir effectué un long voyage dans des zones désertiques et hostiles. Elles possèdent peu (ou pas) de moyens de production, et sont peu accompagnées dans leurs activités génératrices de revenus (AGR) ou de relèvement économique. Les femmes souffrent notamment du manque d'opportunités, en plus d'autres obstacles tels que l'accès limité à la propriété foncière, au crédit, etc.

Un plan de contingence a été élaboré en novembre 2023 par le HCR, la communauté humanitaire et le gouvernement, avec pour objectif d'accompagner 50 000 nouvelles arrivées sur le territoire. L'évaluation conduite par ACF au HeC (octobre 2023) fait clairement ressortir les besoins d'accès aux ressources essentielles (eau potable, logement, sécurité, emploi, nourriture), et la volonté de développer des activités économiques pour assurer leur subsistance. Les recommandations de cette évaluation portent notamment sur l'accès aux services de base, à l'emploi et l'amélioration de la coexistence entre populations hôtes, réfugiées et retournées.

3. Caractéristiques sociodémographiques de la Mauritanie

Selon les données de l'étude sur la Situation de l'Emploi et du Secteur Informel en Mauritanie conduite par l'Office National de la Statistique (ONS) en Aout 2017 :

- ☞ La population mauritanienne se caractérise par sa jeunesse avec plus de la moitié de la population qui est âgée de moins de 20 ans ;
- ☞ La population potentiellement active, composée des personnes âgées de 14-64 ans, représente respectivement 45,9% et 54,5% de la population masculine et féminine ;
- ☞ Cette population reste fortement concentrée à Nouakchott avec 28,5% de la population totale et près de deux tiers de la main d'œuvre urbaine.





4. Caractéristiques du marché de travail en Mauritanie

La situation de l'emploi constitue l'une des préoccupations majeures des pouvoirs publics en Mauritanie et de leurs partenaires au développement. Et pour cause, les effets conjugués du contexte macroéconomique des années antérieures, les politiques et stratégies nationales souvent non adaptées et non inclusives et les crises récurrentes couplées à la pression démographique n'ont pas été favorables à la croissance économique, à la création de l'emploi et à la réduction de la pauvreté.

- ☞ La population en âge de travailler représente 52,7% de la population globale. Cette population est majoritairement jeune avec plus de 61,4% âgés de moins de 35 ans. Cette population en âge de travailler est composée majoritairement de femmes (57,5%)
- ☞ La proportion de la population en emploi représente 37% de la population en âge de travailler et tous sexes confondus, les personnes en emploi majoritairement âgées entre 25 et 49 ans représentent 63,3% des personnes en âge de travailler
- ☞ La population en chômage est majoritairement jeune : 34,6% de chômeurs sont âgés de moins de 24 ans et selon la répartition spatiale, 73,2% des chômeurs résident en milieu urbain. Il faut aussi noter que, les jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) ont un taux d'activité de 18,8% et un taux d'emploi de 8,9%. Ce taux est nettement inférieur aux taux équivalents chez les jeunes hommes (âgés de 15 à 24 ans), qui sont respectivement de 34,4% et 22,6%.
- ☞ Le taux de chômage est extrêmement élevé, il se situe autour de 42% en moyenne (50% pour les femmes et 33% pour les hommes).
- ☞ La population hors de la main d'œuvre représente 58,5% de la population en âge de travailler. Cependant, plus deux tiers (70,6%) de cette population sont composées de femmes
- ☞ Pour la tranche d'âge de respectivement de 34,4% et 22,6%. Le taux de chômage est extrêmement élevé, se situant autour de 42% en moyenne (50% pour les femmes et 33% pour les hommes).

5. Aperçu du projet « Tawafoug »

L'objectif général du projet « Tawafoug » (Entente) est de promouvoir un environnement propice au développement socioéconomique et à la coexistence pacifique des populations hôtes, réfugiées et retournées dans la Wilaya du HeC (Mauritanie). Ce programme a été approuvé en juillet 2024 par le comité opérationnel du Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU) de l'Union Européenne pour l'Afrique.

La logique d'intervention du projet « Tawafoug » se base sur une approche territoriale intégrée (ATI) qui vise l'opérationnalisation de la Stratégie Régionale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée du HeC (SCRAPP, 2021-2025), pilotée par les autorités déconcentrées de l'Etat. L'un des éléments essentiels de ce programme (en lien avec les priorités de l'Alliance Sahel) est l'enjeu d'appropriation par les pouvoirs publics, enjeu à la fois déterminant et central dans ce projet. Ce programme vise plus qu'une simple appropriation : il s'agit réellement d'un





بتمويل من
الاتحاد الأوروبي
Financé par
l'Union européenne



renforcement des systèmes, en travaillant de concert avec les pouvoirs publics et les systèmes existants pour qu'ils deviennent durables et autonomes.

Les principales parties prenantes du projet sont les ONG membres du consortium Tawafoug : Action contre la Faim (ACF), Fundación Save the Children España (SCE) et Terre des hommes - Lausanne (Tdh-L), les communautés (hôtes, réfugiées, retournées), les autorités régionales et locales (wali, hakems, maires, conseillers, chefs religieux et traditionnels), les directions régionales sectorielles (éducation, social, santé, protection, hydraulique, etc.), le Conseil Régional du HeC et la Cellule de Coordination des Projets et Programme de Développement pour le Hodh ech Chargui (CPPHeC).

6. Justification de l'étude

Pour la composante 3 de ce Programme, l'économie locale, le capital humain et l'insertion socioéconomique des jeunes et des femmes (population hôte et réfugiée) sont soutenus par le développement de l'entrepreneuriat, l'appui aux initiatives économiques et la création d'actifs communautaires.

Ainsi, conformément aux engagements contractuels et dans le souci de faciliter la mise en œuvre des actions liées à la composante 3 de ce programme, ACF et ses partenaires souhaitent disposer d'un éventail aussi exhaustif que possible des secteurs porteurs, des initiatives et opportunités d'emplois existants et intéressants pour les jeunes et les femmes en particulier, dans les zones d'intervention du programme tout en identifiant les différents besoins d'accompagnements des cibles du Programme.

Le développement des chaînes de valeur agro-pastorales et non-agropastorales vise donc à renforcer le fonctionnement des marchés au profit des personnes marginales et pauvres, en améliorant leur accès à l'emploi et en influençant le résultat distributif des processus de marché.

Il s'agira ainsi d'un diagnostic plus spécifique à chaque zone d'intervention et devra être mené de façon complémentaire en capitalisant les diagnostics déjà réalisés dans ces zones.

Les présents termes de référence s'inscrivent dans cette logique. Ils définissent les détails de la demande de prestation à la réalisation de l'étude de développement des chaînes de valeurs existantes et potentielles et des créneaux porteurs d'emploi, dans les zones d'intervention du projet. L'étendue géographique de l'étude est au niveau régional tout en gardant une analyse extrarégionale par rapport aux interactions des chaînes de valeur analysées.

II. OBJECTIFS DU DIAGNOSTIC

L'objectif global de cette étude est d'identifier les principales chaînes de valeur pouvant servir de catalyseurs pour le développement de l'entrepreneuriat local, notamment la création de petites entreprises pour les différentes communautés (refugiées et hôtes). Cette analyse portera sur les secteurs variés et innovants en réponse aux besoins du marché local, régional, national. Dans chaque secteur retenu et des infrastructures qui seront mises en place à la suite





بتمويل من
الاتحاد الأوروبي
Financé par
l'Union européenne



des
PCP¹,

les besoins en entrepreneuriat seront identifiés concernant la production, la transformation, la distribution, la commercialisation de biens ou de services. Une fois finalisée, cette analyse des chaînes de valeur servira de base pour le développement de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans la zone, et orientera le choix des formations professionnelle et technique qui seront développées en collaboration avec le centre de formation technique et professionnelle (CFTP) de Néma².

De façon spécifique, il s'agit de :

- ☞ Réaliser une cartographie des chaînes de valeurs existantes et potentielles de la région du HeC.
- ☞ Identifier et analyser les chaînes de valeur à appuyer par le projet Tawafoug selon les critères de pertinence, de compétitivité, de durabilité, d'inclusion, de résilience et d'écologique.
- ☞ Mettre en évidence l'analyse du système de production des chaînes de valeur identifiées : une analyse des systèmes de production incluant l'inventaire des appuis nécessaires pour les renforcer. Cette analyse intégrera les aspects liés au genre et au respect de l'environnement.
- ☞ Formuler une stratégie globale voire une ébauche des plans d'actions pour le développement des chaînes de valeurs, des créneaux porteurs d'emploi identifiés et des actions de formation technique et professionnelle.
- ☞ Faire une analyse des opportunités (rurales et/ou urbaines) existantes (niches économiques, analyses de filières, ...) y compris les opportunités d'accès aux financements.
- ☞ Proposer des modèles d'affaires des différents maillons de la chaîne adaptée à des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) des zones d'intervention du Programme.
- ☞ Identifier les créneaux porteurs d'emploi afin d'orienter les programmes de formation technique et professionnelle.
- ☞ Identifier les préoccupations et besoins d'accompagnements spécifiques des jeunes et des femmes, cibles du projet.

III. RESULTATS ATTENDUS DU DIAGNOSTIC

Les résultats attendus de ce diagnostic sont les suivants :

- ☞ Un inventaire des chaînes de valeur existantes et potentielles dans la région du HeC et une sélection des chaînes de valeur favorables aux bénéficiaires cibles du programme.
- ☞ Une cartographie qui précise de chaque chaîne de valeurs (agro-pastorales ou non) porteuses et retenues, incluant une carte sur les intrants, les zones de productions, les possibilités de collecte et de transformation, les circuits de distribution, les acteurs présents

¹ Planifications Communautaires Participatives.

² Chef-lieu de la wilaya du Hodh ech Chargui.



Save the Children



Terre des hommes
Aide à l'enfance.





بتمويل من
الاتحاد الأوروبي
Financé par
l'Union européenne



et

potentiels, les structures communautaires et opérateurs présents dans la zone, les cadres juridiques légaux et réglementaires spécifiques qui régissent les chaînes de valeur retenues.

- ☞ Une cartographie des opportunités de financement existantes : un inventaire des dispositifs de financement de proximité existants, les plus utilisés et accessibles au public cible du Programme.
- ☞ Un inventaire des potentiels organismes de formation technique et professionnelle (CFTP, ateliers, ...) dans les zones d'intervention du projet.
- ☞ Un résultat d'analyse des défis et des opportunités des MPME : une liste de micro-projets potentielles viables et accessibles aux différentes catégories d'acteurs (femmes, jeunes, coopératives) est disponible.
- ☞ Un résultat d'une analyse SWOT de chaque maillon des chaînes identifiées et porteuses : les problématiques des acteurs qui interviennent dans les chaînes de valeurs identifiées sont répertoriées et catégorisées et des solutions sont proposées et priorisées.
- ☞ Des modèles d'affaires proposés : analyse des modèles d'affaires des différents maillons de la chaîne adaptée à des MPME et définition d'un nouveau modèle d'affaire qui inclut les actions concrètes à mener, pour chaque maillon, à différents niveaux de leur modèle d'affaire. Ces modèles d'affaire seront accompagnés d'une stratégie de renforcement des capacités des chaînes de valeur ciblées.
- ☞ Une analyse de l'écosystème des employeurs (entreprises formelles et informelles, maîtres-artisans) sous le prisme du genre grâce aux données sexospécifiques : identification et caractérisation des acteurs économiques des différents secteurs et leur imbrication dans les chaînes de valeur.
- ☞ Une cartographie des MPME existantes et actives est réalisée : ceci pour faciliter l'élaboration et le développement des stratégies d'inclusion, dans les zones d'intervention du programme.

Le prestataire s'efforcera de ne pas reproduire les rapports des études similaires déjà existants mais à :

- (i) Capitaliser les documents ou rapports existants ;
- (ii) À faire une analyse triangulée et fidèle qui reflète la réalité locale ;
- (iii) À produire un document actualisé à ce jour, avec une rédaction simple et avec des informations concrètes, réalistes, précises et pratiques ;
- (iv) À faire des recommandations également concrètes, réalistes, faisables, et qui répondent d'une manière étroite, claire et pratique aux problèmes décrits et à la réalité locale.

IV. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Ce diagnostic sera mené en externe sous la coordination du département d'inclusion socio-économique (ISE) et en collaboration avec le département MEAL. Elle sera formative et se déroulera de façon inclusive et participative, en prenant en considération les différentes parties prenantes à différents niveaux et en s'assurant de la prise en compte et de la mention des intérêts et des besoins particuliers des hommes et des femmes vulnérables, cibles du projet.



Save the Children



7



Terre des hommes
Aide à l'enfance.





بتمويل من
الاتحاد الأوروبي
Financé par
l'Union européenne



L'équipe de projet sera impliquée tout au long de la mission afin d'assurer l'appropriation des résultats. Les échanges entre le projet et le prestataire doivent être réguliers pour rendre compte de l'avancement de l'étude et informer des potentielles difficultés rencontrées sur le terrain. L'approche et l'analyse genre seront prises en compte durant cette étude.

De fait, l'étude sera conduite sur plusieurs étapes dont les principales suivent :

1. Réunion de cadrage (1 jour)

ACF proposera pour accord au prestataire un cahier des charges relatif aux objectifs de l'étude ainsi que les documents nécessaires à la conduite de l'étude.

Cette première étape va permettre au prestataire de :

- ☞ Faire le cadrage nécessaire (réunion de cadrage, orientations, ...) afin d'éclaircir les zones d'ombre et de s'assurer que le consultant ait bien compris les attentes.
- ☞ Amender l'approche méthodologique du diagnostic afin de garantir la réussite de la prestation.

2. Revue de littérature (8 jours)

Le prestataire et ACF s'accordent pour se partager toute la documentation pertinente susceptible d'alimenter cette étude, par ACF et les résultats des études conduites par le prestataire.

Le prestataire fera une première analyse triangulée des documents existants sur l'emploi et l'inclusion des personnes vulnérables (statistique nationale, études existantes, ...) et d'identifier les informations à compléter.

Cette revue documentaire devra donner lieu à un rapport très précis de la part du prestataire sur les gaps d'informations pour orienter les prochaines étapes.

De plus, le prestataire aura également recours aux résultats des planifications communautaires participatives (PCP) pour peaufiner la méthodologie et la réalisation de l'étude.

3. Identification et consultation des acteurs à rencontrer (1 jour)

ACF transmettra le document du projet au prestataire. Celui-ci s'engagera à transmettre d'avance la liste des acteurs à rencontrer et ACF si nécessaire pourra agir en tant que facilitateur pour la prise de contact.

Le prestataire et ACF travailleront ensemble sur un modèle d'outils et de questionnaires pour cette étude.



Save the Children



Terre des hommes
Aide à l'enfance.





4. Collecte et analyse des données (14 jours)

Cette étape consiste à :

- ☞ Collecter les données complémentaires dans le HeC auprès des acteurs clefs tels que les autorités locales, les institutions d'appui à l'emploi, le secteur privé, les organismes de formation (CFTP, entreprises, ateliers), les ONG et autres acteurs.
- ☞ Faire la triangulation des informations sur le terrain, entre la théorie et la pratique.
- ☞ Capter les préoccupations des jeunes et des femmes.

Ainsi, il s'agira de faire :

i. Au niveau régional :

- ☞ La cartographie des acteurs dans l'environnement du marché de travail (rôle, contact, et entretien avec les principaux) ;
- ☞ Les possibilités d'offres de formation (publique, privée, projet) et/ou d'accompagnement (TECHGHIL, marathon de l'emploi BM...);
- ☞ Les opportunités d'accès aux financements (IMF, caisses de résilience, groupe d'épargne et de crédit, etc.) ;
- ☞ Les potentiels acteurs du secteur privé (fédération, entreprises, organismes de formation professionnelle, MPME à soutenir, etc.).
- ☞ Les initiatives individuelles et collectives communautaires (groupements, associations, etc.).
- ☞ Les projets et/ou programmes (financés par UE, AFD, GIZ, Banque Mondiale, BIT, FAO, HCR, etc.).

ii. Au niveau des zones d'intervention :

- ☞ Identification des filières économiques, des domaines et des métiers porteurs d'emplois et de revenus pour les jeunes.
- ☞ Une cartographie des secteurs et filières porteurs et créateurs d'emplois et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes
- ☞ Détermination des zones de concentration de ces secteurs et filières porteurs (commune, entité géographique localisée, département...).

Une attention particulière sera donnée aux informations concernant la situation des femmes dans le marché de l'emploi notamment les jeunes femmes.

Il sera important de collecter et analyser les données sur les systèmes de production, les marchés et les opportunités de développement des micro-entreprises. Les aspects liés au genre et à l'impact environnemental des chaînes de valeurs seront intégrés à l'analyse. A l'issue de cette analyse, il est possible que des chaînes identifiées soient écartées en fonction des





بتمويل من
الاتحاد الأوروبي
Financé par
l'Union européenne



conclusions liées au genre et à l'impact environnemental des activités de production et de transformation.

Le principal produit attendu de cette phase est la production d'une note de synthèse décrivant clairement les secteurs porteurs d'emploi et/ou d'insertion, les opportunités existantes par secteur et les modalités de partenariats possibles avec le Programme Tawafoug par moughataa tout en prenant en compte les attentes des jeunes notamment les jeunes femmes et les besoins des employeurs (mapping des MPME et du marché de travail).

5. Validation des résultats de l'étude (1 jour)

Cette restitution - à chaud - des données préliminaires consiste à :

- Animer un atelier d'analyse participative de la faisabilité des résultats du diagnostic rapide avec ACF et ses partenaires (Enabel, Techghil, le Conseil Régional du HeC, la CPPHeC ;
- Définir la stratégie d'intervention par zone d'intervention du Programme.

Le prestataire facilitera cet atelier et produira le rapport final de l'atelier.

6. Production du rapport final (5 jours)

Cette phase consiste à produire le rapport final prenant en compte tous les résultats du diagnostic ainsi que les ajouts issus de l'atelier et des inputs et observations reçus de ACF et de ses partenaires.

Ce principe méthodologique sera appliqué tout au long du processus, se traduira par :

- ☞ L'implication des services techniques et acteurs clés concernés durant tout le processus de collecte des données (enquêtes, rencontres...).
- ☞ La consultation des organisations de base de chaque filière, des organisations des jeunes et des acteurs concernés à l'échelle communale, départementale ou régionale
- ☞ Des sessions de validation informelles afin de discuter des résultats de l'étude émergeant progressivement des différentes étapes.
- ☞ Des validations formelles au travers des ateliers départementaux voire régionaux.

7. Restitution des résultats (1 jour)

Le prestataire devra après la soumission du rapport final de l'étude, organiser une séance de restitution des résultats de l'étude à ACF et ses partenaires.



Save the Children



10



Terre des hommes
Aide à l'enfance.





بتمويل من
الاتحاد الأوروبي
Financé par
l'Union européenne



V. DOCUMENTS ET LIVRABLES ATTENDUS

Pendant et à la fin de la conduite de l'étude, le prestataire s'engage à soumettre à ACF, les documents suivants :

- ☞ Une note de cadrage préliminaire contenant les données clés complémentaires et triangulées sur les informations existantes en matière d'emploi et d'inclusion socio-économique des populations vulnérables vivant dans la région du HeC.
- ☞ Un rapport très précis de la revue documentaire contenant les gaps d'informations pour orienter les prochaines étapes.
- ☞ Un rapport de démarrage détaillant l'approche méthodologique, les outils à utiliser et le calendrier pour mener l'étude.
- ☞ Une synthèse des rendez-vous et focus groups réalisés.
- ☞ Une note de synthèse décrivant clairement les secteurs porteurs d'emploi et/ou d'insertion, les opportunités de financement et les modalités de partenariats possibles avec Tawafough par localité tout en prenant en compte les attentes des jeunes et des femmes et les besoins des employeurs.
- ☞ Un rapport narratif incluant une cartographie détaillée de tous les acteurs rencontrés.
- ☞ Une présentation PowerPoint synthétique dudit rapport (à présenter lors de la séance de restitution).
- ☞ Un rapport intermédiaire et un rapport final de prestation incluant les éléments attendus ci-haut.
- ☞ Toutes les données brutes dans un fichier Excel : ce tableau devra contenir des informations facilement exploitables et utilisables par les équipes du projet pour la définition de la stratégie et la planification des activités.

Une séance de restitution sera organisée par le prestataire au profit des organisations membres du consortium ou à défaut, ACF.

Une attention particulière devra être portée au format du rapport final pour que celui-ci soit diffusable au plus grand nombre. Le prestataire devra notamment respecter la charte graphique de ACF, tout en étant synthétique et en illustrant ses observations par des infographies visuellement attractives.

I. DUREE ET LIEU DE LA PRESTATION

Cette prestation sera réalisée dans la wilaya du HeC, dans un délai maximum de 45 jours avec une date de démarrage prévue au 16 juin 2025.

Le rapport final devra être transmis à ACF, au plus tard le 27 juillet 2025.



Save the Children



Terre des hommes
Aide à l'enfance.





بتمويل من
الاتحاد الأوروبي
Financé par
l'Union européenne



II. ACTEURS IMPLIQUES

Les acteurs ou parties prenantes impliqués dans la réalisation de ce diagnostic seront les suivants :

- L'équipe ACF du Programme ;
- Le consortium de mise en œuvre du Programme ;
- Le Conseil Régional du HeC ;
- La Cellule de Coordination des Projets et Programme de Développement pour le Hodh ech Chargui (CPPHeC) ;
- Les collectivités territoriales ;
- Le Ministère de l'autonomisation des jeunes, de l'emploi, des sports et du service civique ;
- Les agences gouvernementales : Techghil, APIM, CDD, PROCAPEC, Taazour ;
- Les ONG nationales et internationales et les Organismes du SNU (HCR, OIM, PAM, FAO, UNICEF, PNUD, ...) ;
- Les dispositifs de financement de proximité tels que les AVEC, Djikké, ;
- Les organisations socio-professionnelles locales ;
- Les associations des jeunes et des femmes ;
- Les services techniques et déconcentrés de l'Etat ;
- Les associations villageoises ;
- Les opérateurs de formation technique et professionnelle (CFTP, ateliers, entreprises, ...).

III. DEROULEMENT DE LA PRESTATION

Nous recherchons, un cabinet ou un groupe de consultants disposants d'une expérience avérée dans les évaluations en général et dans les études de types diagnostic du bassin d'emploi ou des chaînes de valeur en particulier, disposant de ressources humaines qualifiées et disponibles pour faciliter la conduite du diagnostic.

IV. DISSEMINATION DES RESULTATS

Un atelier de restitution des résultats de l'étude sera organisé, pour le partage et la validation avec les différentes parties prenantes.

Les résultats du diagnostic seront partagés avec le consortium et les partenaires pour faciliter la mise en œuvre de Tawafoug.

Aussi, le rapport du diagnostic, une fois validé sera partagé avec les différentes parties prenantes du programme. Les recommandations issues du diagnostic, feront l'objet d'un plan d'action qui sera transmis à toutes les parties prenantes, pour sa mise en œuvre et son suivi.



Save the Children



Terre des hommes
Aide à l'enfance.





بتمويل من
الاتحاد الأوروبي
Financé par
l'Union européenne



V. PROFIL DU PRESTATAIRE

Le prestataire peut être :

- Un groupe de consultants individuels ;
- Un cabinet ou bureau d'études ;
- Une ONG ;
- Une coopérative ;
- International et/ou national.

Le prestataire doit avoir :

- ☞ Avoir un diplôme supérieur en économie, statistiques, agroécologie, sociologie, économie rurale ou tout autre diplôme en sciences sociales.
- ☞ De bonne connaissance ou maîtrise de l'approche VALUE LINK 2.0 ;
- ☞ Au moins une expertise en développement de chaîne de valeur et/ou des systèmes de marchés ;
- ☞ Au moins deux références en études de chaînes de valeurs et bassin d'emploi ;
- ☞ De bonne connaissance sur les chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales du HeC ;
- ☞ Une expertise en matière d'approche genre et inclusion ;
- ☞ Une expérience confirmée en matière de planification et de développement de filières agricole et pastorale voire artisanale ;
- ☞ Une expérience sur l'approche filière, agro-business et professionnalisation des producteurs et pasteurs ;
- ☞ Une expérience avérée en matière de conception, de gestion et d'évaluation de projets de développement ;
- ☞ Des atouts de l'analyse des enjeux liés au genre ;
- ☞ Une expérience confirmée en ingénierie de formation professionnelle ;
- ☞ Avoir de bonnes capacités en rédaction et présentation des rapports ;
- ☞ La maîtrise des langues locales (Hassanya, Peul, Tamasheq) est un atout ;
- ☞ La connaissance de la zone d'intervention du projet constitue un atout important.

VI. TACHES DU PRESTATAIRE

Le prestataire aura pour tâches de/d' :

- Organiser des séances de travail avec les commanditaires du diagnostic pour le cadrage de l'étude (validation de la méthodologie, du planning, des outils de collecte de données, ...);
- Exploiter les différents documents en lien avec l'étude ;
- Interviewer les autorités administratives et coutumières et les acteurs économiques au niveau des zones d'intervention du Tawafoug ;
- Concevoir les outils de collecte de données et autres outils ;
- Coordonner la collecte et l'exploitation des données qualitatives et quantitatives ;





- Rédiger les rapports de démarrage, intermédiaire et définitif après avoir pris en compte toutes les observations issues des premiers drafts et selon le chronogramme préalablement et les objectifs préétablis ;
- Organiser des séances de restitutions avec toutes les parties prenantes ;
- Mettre à disposition de ACF, un hard copie et une copie électronique du rapport final de l'étude.

VII. CONDITIONS FINANCIERES

La prestation débutera avec l'accord sur l'offre technique et financière soumise. La signature du contrat et le premier paiement auront lieu une fois cet accord obtenu.

Les modalités de paiement des coûts de prestation sont les suivantes :

Description	Pourcentage	Obligations
Tranche N°1 :	45%	A la signature du contrat et transmission et validation du rapport de démarrage comprenant la revue documentaire
Tranche N°2 :	20%	Transmission et validation du rapport intermédiaire de la prestation
Tranche N°3 :	35%	Transmission et validation du rapport de fin de prestation et des différentes bases de données.
Total	100%	

VIII. MODALITES DE SOUMISSION

Les termes de référence de cette prestation seront diffusés en consultation internationale³, et probablement auprès des prestataires (bureaux d'études, consultants indépendants, ONG nationales et structures d'appui à l'entrepreneuriat des personnes vulnérables) qui pourront soumissionner pour sa réalisation.

1. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats souhaitant soumissionner devront fournir les éléments suivants :

- Une offre administrative et obligatoire comprenant et selon la typologie du prestataire :
 - Le Numéro d'identification fiscal (NIF) du bureau d'études ou équivalent ;
 - Le Registre de commerce pour le bureau ou cabinet d'études ou équivalent ;
 - La Carte d'identité du responsable du bureau d'études ou du consultant principal ;
 - Le RIB du bureau d'études ou du consultant principal.
- Une offre technique comprenant :
 - Une brève présentation du bureau d'études ou groupe de consultants, faisant ressortir une description générale des services offerts, son expertise et son expérience dans la réalisation de telles études ;

³ Cela n'exclut pas l'acceptation des offres nationales.



- La liste concise des références spécifiques (période, zone, partenaire financier) dans la réalisation de telles études, accompagnée des attestations de bonne fin d'exécution de missions réalisées ;
 - La compréhension du mandat ;
 - La description de la méthodologie de réalisation de l'étude ;
 - Le calendrier prévisionnel ou la feuille de route faisant ressortir la durée des actions à mener, les différentes étapes et activités ;
 - Et possiblement les outils et les démarches statistiques à utiliser ;
 - Une présentation de l'effectif, des qualifications et de la compétence du personnel que le consultant propose dans le cadre de ce mandat. Elles devront être précises et brièvement listées pour chaque membre de l'équipe afin de faciliter l'appréciation des différents Curricula Vitae.
- c. Une offre financière comportant le budget global et les tarifs détaillés (honoraires, indemnités journalières, transports, ...), en euros ou en MRU (monnaie mauritanienne).
- d. Une lettre d'engagement.

N.B. : Il est souhaitable de soumettre en même temps que la proposition technique, les curriculums vitae de toutes les ressources humaines qui seront impliquées dans la réalisation de cette étude.

2. PROCESSUS DE SELECTION DU PRESTATAIRE

Les offres soumises seront analysées par les équipes d'ACF. Pour cette sélection, les offres seront évaluées en considérant entre autres, les aspects suivants :

Evaluation technique (max. 100 points)		Max. points ⁴ à attribuer
1	Offre administrative et technique (80 points)	
1.1	Documents administratifs demandés selon la typologie du prestataire	5
1.2	Expérience du prestataire dans la conduite des études	5
1.3	Compréhension de la prestation	15
1.4	Clarté et pertinence de la proposition méthodologique	20
1.4	Réalisme du plan de travail proposé (temps, ressources, ...)	10
1.5	Profil du prestataire et de son équipe dans la réalisation de telles études	25
2	Offre financière (20 points)	
2.1	Pertinence du coût de la prestation	15
2.2	Lisibilité et cohérence du budget	5
Score technique total		100

NB : ACF se réserve le droit de demander au soumissionnaire de fournir toute pièce justificative complémentaire à l'appui des informations données par ces documents.

⁴ Susceptibles d'une révision.





بتمويل من
الاتحاد الأوروبي
Financé par
l'Union européenne



3. DATE LIMITE DE SOUMISSION

Les candidats intéressés par ce mandat doivent soumettre une OFFRE SIGNEE ET CACHETEE, UNIQUEMENT EN VERSION ELECTRONIQUE ET EN PDF, au plus tard le 8 juin 2025, à 17h (heures de la Mauritanie) et aux adresses mail suivantes : abazizly@mr.acfspain.org avec copie obligatoire à rkameldy@mr.acfspain.org et mmsy@mr.acfspain.org. *Bien vouloir préciser en objet du mail la référence suivante : DA-NO0-00131*

TOUTE OFFRE PRESENTEE APRES CETTE DATE NE SERA PAS CONSIDEREE. LES OFFRES PHYSIQUES NE SONT PAS ACCEPTEES.

4. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Pour tout renseignement complémentaire ou demande d'informations, les soumissionnaires peuvent s'adresser à la Mission d'Action contre la Faim de Mauritanie à :

Nouakchott, situé à l'Ilot Not 126 Tévragh Zeina (Derrière l'ambassade d'Arabie Saoudite),
Tél. : +222 43 11 43 70 / 47 53 98 90, Email : abazizly@mr.acfspain.org